

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1232

Rubrik: Élections fédérales

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une clarification, à défaut d'un bouleversement

Jamais les médias n'avaient consenti un tel effort pour mettre en scène la campagne électorale. Depuis l'été déjà et à coups de sondages, ils tentèrent d'instiller l'espoir de bouleversements possibles sur l'échiquier politique. Cette dramaturgie, on le sait, n'a pas suffi à déplacer les foules.

(jd) Le soir du 22 octobre encore, les chaînes de télévision ont joué le grand jeu du suspense, à la française ou à l'allemande. En vain puisqu'il n'était pas question d'un changement de majorité. Une fois de plus on a pu constater que les élections fédérales sont d'abord un événement cantonal: les Genevois jouent à la balançoire en envoyant une députation de gauche à Berne, après avoir élu un gouvernement bourgeois; alors que les Zurichois mouchent leurs radicaux trop sûrs d'eux. Ensuite seulement les Helvètes procèdent à l'addition.

Une addition qui révèle certes un important gain de sièges en faveur des socialistes et, dans une moindre mesure, des démocrates du centre, par ailleurs de plus en plus décentrés. Mais ces gains ne reflètent de loin pas un déplacement de même ampleur en termes de suffrages: le PSS ne progresse que de 3,3 points, l'UDC de 3, alors que les Verts, grands perdants en sièges, reculent de 1,1 point seulement. C'est qu'en Suisse le système proportionnel est sérieusement perturbé par le découpage très inégal des circonscriptions qui suit les frontières cantonales.

Rapport des forces stable

Au total, sur un axe gauche-droite, le rapport des forces reste pratiquement stable. Si les partis gouvernementaux sortent renforcés de la confrontation électorale, c'est au détriment de leurs marges respectives.

De cette «polarisation recentrée» (DP 1231), certains analystes ont un peu rapidement conclu à une ingouvernabilité accrue de la Suisse. Et si, au contraire, ce recentrage contribuait à clarifier le débat?

L'UDC, plus nettement profilée à droite, occupe solidement le terrain des valeurs nationalistes, de la nostalgie et des craintes du changement qui engendrent xénophobie et repli. S'ils en ont encore la tentation, radicaux et démocrates-chrétiens auront bien de la peine à le lui disputer.

Les socialistes, eux, ont clairement affiché leur option européenne, marquée au coin de la justice sociale et de l'écologie.

Le rôle du centre

Les bourgeois du centre et du centre droit doivent maintenant annoncer la couleur. S'ils penchent du côté de l'UDC, ils condamnent

la Suisse à l'immobilisme, sans pour autant espérer des gains électoraux. Le cul-de-sac. Avec la gauche et sur la base de compromis équilibrés, sur les finances fédérales et la protection sociale notamment, ils peuvent convaincre cette partie de l'opinion, désorientée et sensible aux sirènes nationalistes, que l'Europe est la chance de la Suisse. Une Europe qu'il ne suffit pas d'invoquer en fixant des échéances irréalistes mais dont il faut baliser concrètement le chemin, rendre praticable la voie par une majorité de la population.

A défaut d'une telle démarche commune – si le centre droit choisit de poursuivre sa valse-hésitation et la gauche socialiste succombe au syndrome du franc-tireur brillant mais inefficace –, le populisme, aux deux extrêmes de l'échiquier politique, ne ferait que se renforcer. Et la Suisse serait alors ingouvernable. ■

Sur le long terme

Dans une interview à *Construire*, le politologue Claude Longchamp note que «le PS ne fait toutefois que récupérer les sièges qu'il a perdus depuis 1975». C'est exact, mais pour d'autres partis le changement est aussi significatif. Comparons:

	1975	1995
Parti socialiste	55	54
Parti radical	47	45
Parti démocrate chrétien	46	34
UDC	21	29
Alliance des Indépendants	11	3
Libéraux	6	7
Pdt, PoP, PSA, etc.	5	5
Extrême-droite	6	11
Évangéliques	3	2
Verts	-	8
Divers (UDF, Chrétiens soc.)	-	2

Participation en 1975: 52,4%

Les élections sont d'abord un événement cantonal